



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

21DSP03 - CONCESSION POUR LE REAMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE TOULON ET DE SAINT-ELME

RAPPORT D'ANALYSE DES CANDIDATURES

OBJET DE LA CONSULTATION : 21DSP03 - CONCESSION POUR LE REAMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE TOULON ET DE SAINT-ELME

Publicité :

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 28/10/2021 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 30/10/2021 ;
- JOUE, paru le 02/11/2021 ;
- LE MARIN, paru en version Web au le 05/11/2021 et dans la revue en version papier le 11/11/2021 ;
- AWS, paru le 31/10/2021.

La date limite de réception des candidatures était fixée au 06/12/2021 à 16h00.

Rappel de la procédure

Nombre de dossiers retirés : 37, dont 16 pour information. Nombre de dossier retirés anonymement : 53

Nombre de dossiers déposés : 3 plis.

Lors de la Commission des concessions et des délégations de service public du 7 décembre 2021, il a été procédé à l'ouverture des plis des candidatures suivantes :

Les opérateurs économiques suivants ont remis une candidature dans les délais :

- Candidat 1 : Groupement conduit par la CCI du Var dont le siège social est situé 236, Boulevard Maréchal Leclerc, CS 90008 - 83107 Toulon cedex, représentée par Monsieur Basil GERTIS en qualité de Président de la CCI du Var
- Candidat 2 : Groupement conduit par EDEIS CONCESSIONS, dont le siège social est situé 19, Boulevard Paul Vaillant Couturier - 92400 Ivry-sur-Seine, représentée par Monsieur Jérôme ARNAUD en qualité de Directeur Général Développement Concession
- Candidat 3 : Groupement conduit par EIFFAGE SA dont le siège social est situé 3/7 place de l'Europe, F-78140 Vélizy-Villacoulay, représentée par Cécile CAMBIER en qualité de Directrice des concessions

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que le candidat **CCI du Var** (pli n°1) a remis un dossier de candidature complet.

Par ailleurs, il a été constaté que les candidats **EDEIS CONCESSIONS** (pli n°2) et **EIFFAGE SA** (pli n°3) ont remis un dossier de candidature incomplet.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Ainsi, il a été demandé aux candidats concernés, par courrier adressé le 13 décembre 2021 sur la plateforme AWS de compléter leur dossier de candidature avant le 17 décembre 2021 à 12H00.

L'ensemble des candidats ont été informés de la mise en œuvre de cette application en date du 13 décembre 2021.

Les demandes adressées aux candidats portent sur les points suivants :

Concernant la candidature du groupement représenté par **EDEIS CONCESSIONS** (pli n°2) :

- Au titre de vos capacités techniques et professionnelles, il est attendu un descriptif de vos compétences et références en matière d'énergies renouvelables. Votre dossier de candidature, en l'état, ne mentionne aucune capacité sur ce point.
- Concernant EDEIS Concessions : fournir **pour la société mère**, les certificats, **à jour**, justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Concernant la société TIIC :
 - o Fournir **en français** l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de TIIC Management en cours de validité.
 - o Fournir **pour la société mère**, les certificats, **à jour**, justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Confirmer que les autres sociétés présentées dans le dossier interviennent en qualité de sous-traitant ;
- Concernant les sous-traitants qui ne sont pas affiliés à un membre du groupement à savoir les sociétés ROUGERIE TRANGRAM et EDEIS SAS, fournir :
 - o Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de plein droit mentionnés aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 du code de la commande publique ;
 - o Une déclaration sur l'honneur pour justifier que les renseignements et documents exigés au titre de la candidature (en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code), sont exacts.

Concernant la candidature du groupement représenté par **EIFFAGE SA** (pli n°3) :

- Concernant le Groupe Eiffage : fournir, **sur le volet social**, les certificats, **à jour**, justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Concernant la société SODEPORTS : fournir, **sur le volet fiscal**, les certificats justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Confirmer que les autres sociétés présentées dans le dossier interviennent en qualité de sous-traitant ;
- Concernant les sous-traitants qui ne sont pas affiliés à un membre du groupement à savoir les sociétés GALATEA et APS ARCHITECTURE, fournir :
 - o **Sur le volet social**, les certificats justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande

publique. En cas de candidature émanant d'une société appartenant à un groupe d'entreprises soumis au régime de l'intégration fiscale et/ou de consolidation du paiement de la TVA, le candidat fournira également les attestations visées ci-avant pour sa société mère.

- L'autorisation donnée au mandataire de signer l'offre de candidature au nom du groupement.

Pour rappel, les candidats étaient appelés, au regard de l'avis de publicité de fournir les informations suivantes :

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :

— lettre de candidature, datée et signée par une personne ayant pouvoir pour engager le candidat. Cette lettre précise l'identité complète du candidat, indique s'il se présente seul ou en groupement d'entreprises, et, dans ce second cas, indique le nom des membres du groupement et l'identité du mandataire. La lettre de candidature est signée par l'ensemble des membres du groupement ou est accompagnée de l'autorisation donnée au mandataire par chaque cotraitant de signer l'offre de candidature au nom du groupement. Cette lettre de candidature est accompagnée de la preuve que la (les) personne(s) qui en est (sont) la signataire(s) dispose(nt) de pouvoirs à cet effet. La lettre de candidature indique une adresse unique de courriel du candidat,

— extrait Kbis de moins de 3 mois,

— attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité,

— une déclaration sur l'honneur pour attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de plein droit mentionnés aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 du code de la commande publique,

— une déclaration sur l'honneur pour justifier que les renseignements et documents exigés au titre de la candidature (en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code), sont exacts,

— les certificats établis justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

En cas de candidature émanant d'une société appartenant à un groupe d'entreprises soumis au régime de l'intégration fiscale et/ou de consolidation du paiement de la TVA, le candidat fournira également les attestations visées ci-avant pour sa société mère.

En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces de candidatures devra être fourni pour chaque entreprise du groupement à l'exception de la lettre de candidature.

Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis

Le candidat présentera les éléments suivants :

— évolution de son chiffre d'affaires annuel global sur les 3 derniers exercices en précisant la part correspondant au domaine d'activité objet de la concession (travaux et services),

— comptes annuels détaillés (bilan, compte de résultat et annexes) des 3 derniers exercices connus et, s'il y a lieu, les rapports des commissaires aux comptes des 3 derniers exercices connus, concernant l'activité du candidat et le domaine d'activité objet de la concession (travaux et services),

— composition de son capital social dans le cas d'un candidat unique ou pour chacun des membres du groupement.

Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis

Il est attendu un mémoire descriptif de présentation du candidat. Il y détaillera en particulier :

- les moyens matériels et humains dont il dispose en précisant l'effectif et le niveau des capacités professionnelles qu'il peut mobiliser le cas échéant,
- ses références détenues dans le domaine faisant l'objet de la concession (seront particulièrement valorisées les références du candidat en matière d'investissement, d'exploitation et de gestion de services d'équipement et ouvrages portuaires),
- des expériences en matière d'aménagement urbain et dans les énergies renouvelables,
- les conditions dans lesquelles il entend mener à bien la concession pour respecter en particulier la continuité du service public et assurer l'égalité de traitement des usagers.

Les candidats ont remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir :

Concernant la candidature du groupement représenté par EDEIS CONCESSIONS (pli n°2) :

- Lettre de réponse
- Références énergies renouvelables
- Attestation régularité fiscale CIPIM
- Attestation URSSAF CIPIM
- Attestation responsabilité civile TIIC Management
- Attestation sur l'honneur TIIC2
- Accusé réception – Administration des contributions directes du Luxembourg– TIIC Management
- Accusé réception – Sécurité sociale du Luxembourg – TIIC Management
- Attestation sur l'honneur EDEIS SAS
- Attestation sur l'honneur Rougerie Tangram

Le candidat a fourni les pièces demandées, sa candidature est donc jugée complète.

Concernant la candidature du groupement représenté par EIFFAGE SA (pli n°3) :

- Lettre de réponse
- Attestation fiscale et sociale EIFFAGE
- Attestation fiscale et sociale GALATEA
- Lettre d'engagement GALATEA
- Lettre d'engagement APS
- Attestation fiscale et sociale APS
- Habilitation du groupement par SODEPORTS
- Attestation fiscale et sociale SODEPORTS

Le candidat a fourni les pièces demandées, sa candidature est donc jugée complète.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les pièces demandées ainsi que leur complétude.

Groupement CCI VAR

	Groupement CCI VAR			
	CCI VAR	NGE CONCESSIONS	Banque des territoires, CDC	CAZ Participations et investissements
Lettre de candidature	X (autorisation représentant) Attestation mise à disposition de personnel	X Attestation mise à disposition de personnel	X Attestation mise à disposition capacités professionnelles, matérielles, techniques et financières	X Attestation Certification qualification professionnelles CCAZ
Extrait K bis	X (attestation SIRENE)	X	X (attestation SIRENE)	X
Attestation Assurance RCP	X	X	X	X
Déclaration sur l'honneur absence de motif d'exclusion	X	X	X	X
Déclaration sur l'honneur exactitude des renseignements	X	X	X	X
Certificats conformité aux obligations fiscales	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X (attestation régularité fiscale pour la CDC)	X (attestation régularité fiscale pour la CDC)
Certificats conformité aux	X (URSSAF)	X (attestation honneur exonéré travailleurs	X (attestation travailleurs handicapés, attestation sur	Absence de salariés justifiant l'absence

	Groupement CCI VAR			
	CCI VAR	NGE CONCESSIONS	Banque des territoires, CDC	CAZ Participations et investissements
obligations sociales	Attestation handicapés	handicapés effectif<20) retraites, chômage intempéries, URSSAF	l'honneur régularité, URSSAF)	d'obligations
Evolution CA	X	X (NA pour la part du CA dédiée à l'activité concession)	NA attestation sur l'honneur pas de Ksocial (EPA)	X CECAZ et CAZPI
Comptes annuels	X	X	X	X
Composition du capital social	NA attestation sur l'honneur pas de Ksocial (EPA)	X	NA attestation sur l'honneur pas de Ksocial (EPA)	X
Mémoire descriptif - Moyens matériels et humains - Références - Expériences en aménagement urbain - Conditions de respect de la continuité du SP	X	X	X	X
	X	X	X	X
				X
	X	X	X	X

Groupement EDEIS

	Groupement EDEIS			
	EDEIS CONCESSION mandataire	EDEIS SAS (sous-traitant)	ROUGERIE TANGRAM ARCHITECTE (sous- traitant)	TIIC SCA SICAR
Lettre de candidature	X	X et habilitation	X et habilitation	X et habilitation TIIC SCA SICAR Représentée par TIIC Management (gérant commandité)
Extrait K bis	X	X	X	X
Attestation Assurance RCP	X	X	X (et décennale)	X TIIC Advisor et TIIC Management en français
Déclaration sur l'honneur absence de motif d'exclusion	X	X	X	X
Déclaration sur l'honneur exactitude des renseignements	X	X	X	X
Certificats conformité aux obligations fiscales	X (attestation régularité fiscale DGfip)	X (attestation régularité fiscale DGfip)	X (attestation régularité fiscale DGfip)	X (certificat luxembourgeois)
Certificats conformité aux obligations fiscales	X (URSSAF) (et attestations travailleurs handicapés, salariés étrangers)	X (URSAF) (et attestations travailleurs handicapés, salariés étrangers)	X (URSAF) (et attestations travailleurs handicapés, salariés étrangers et attestation Ordre	X (attestation travailleurs handicapés)

	Groupement EDEIS			
	EDEIS CONCESSION mandataire	EDEIS SAS (sous-traitant)	ROUGERIE TANGRAM ARCHITECTE (sous-traitant)	TIIC SCA SICAR
			architecte)	
Certificat des sociétés mères	Certificat fiscaux et sociaux CIPIIM	Certificat fiscaux et sociaux CIPIIM	NA	Absence de société mère, le candidat n'appartient pas à un groupe d'entreprise soumis au régime de l'intégration fiscale
Evolution CA	X	X	X	Attestation des engagements disponibles par la banque dépositaire de la société
Comptes annuels	Liasses fiscales et Rapport CAC	X	X	Rapports annuels Deloitte
Composition du capital social	X	X	X	NA
Mémoire descriptif				
- Moyens matériels et humains	X	X	X	X
- Références				
- Expériences en aménagement urbain et	X	X	X	X

	Groupement EDEIS			
	EDEIS CONCESSION mandataire	EDEIS SAS (sous-traitant)	ROUGERIE TANGRAM ARCHITECTE (sous- traitant)	TIIC SCA SICAR
dans les énergies renouvelables ; - Conditions de respect de la continuité du SP	Urbain oui Energies oui	Urbain oui energies oui	Urbain oui energies non	Urbain oui energies non
	X	NA	NA	NA

Groupement EIFFAGE

	Groupement EIFFAGE					
	EIFFAGE	SODEPORTS	ETMF	EIFFAGE ROUTE GRAND SUD	Eiffage Energie Système Méditerranée	Galatea
Lettre de candidature	X (avec pouvoir) Conjoint solidaire	X (habilitation)	X	X	X	X
Extrait K bis	X	X	X (attention immatriculation secondaire date du 2 septembre)	X	X	X
Attestation Assurance RCP	X	X	X (et décennale)	X (et décennale)	X (et décennale)	X (sans date)
Déclaration sur l'honneur absence de motif d'exclusion	X	X	X	X	X	X
Déclaration sur l'honneur exactitude des renseignements	X	X	X	X	X	X
Certificats conformité aux obligations fiscales	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X (attestation régularité fiscale DGFip)

	Groupement EIFFAGE					
	EIFFAGE	SODEPORTS	ETMF	EIFFAGE ROUTE GRAND SUD	Eiffage Energie Système Méditerranée	Galatea
Certificats conformité aux obligations sociales	X attestation sur l'honneur du respect des obligations en matière sociale au DC1	X	X	NA	X	X
Certificats des sociétés mères				NA		X
Evolution CA	X	X	X	X	X	X
Comptes annuels	X	X	X	X	X	X
Composition du capital social	X	X	NA	NA	NA	NA
Mémoire descriptif - Moyens matériels et humains - Références - Expériences en aménagement urbain - Conditions de respect de la continuité du SP				X	X	X
	X	X	X			
	X	X	X	X	X	X
		NA	NA	X	NA	NA

	Groupement EIFFAGE					
	EIFFAGE	SODEPORTS	ETMF	EIFFAGE ROUTE GRAND SUD	Eiffage Energie Système Méditerranée	Galatea
	X					
	X	NA	NA	NA	NA	NA

Groupement EIFFAGE (suite)

	APS ARCHITECTURE	EIFFAGE CONSTRUCTION VAR	EIFFAGE SERVICE
Lettre de candidature	X	X	X
Extrait K bis	X	X	X
Attestation Assurance RCP	X (et décennale)	X (et décennale)	X (et décennale)
Déclaration sur l'honneur absence de motif d'exclusion	X	X	X
Déclaration sur l'honneur exactitude des renseignements	X	X	X
Certificats conformité aux obligations fiscales	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X (attestation régularité fiscale DGFip)	X (attestation régularité fiscale DGFip)
Certificats conformité aux obligations sociales	X	NA	NA

	APS ARCHITECTURE	EIFPAGE CONSTRUCTION VAR	EIFPAGE SERVICE
Evolution CA	X	X	X
Comptes annuels	X (2019/2020/2021)	X	X
Composition du capital social	NA	NA	NA
Mémoire descriptif - Moyens matériels et humains - Références - Expériences en aménagement urbain - Conditions de respect de la continuité du SP	X	X	X
	X	X	X
		NA	NA
	NA	NA	NA

Critère de sélection des candidatures

En application de l'article L.3123-18 du Code de la Commande Publique, les candidatures seront sélectionnées par référence aux critères suivants :

- Garanties professionnelles et financières des candidats ;
- Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail ;
- Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Seuls les trois premiers candidats seront habilités à retirer le dossier de consultation et seront autorisés à déposer une offre.

Examen des candidatures

En application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, de l'article L.3123-18 du Code de la Commande Publique, les candidatures, rédigées en langue française, sont examinées sur la base des critères suivants :

- Des garanties professionnelles et financières des candidats ;
- De ses justifications du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail ;
- De son aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

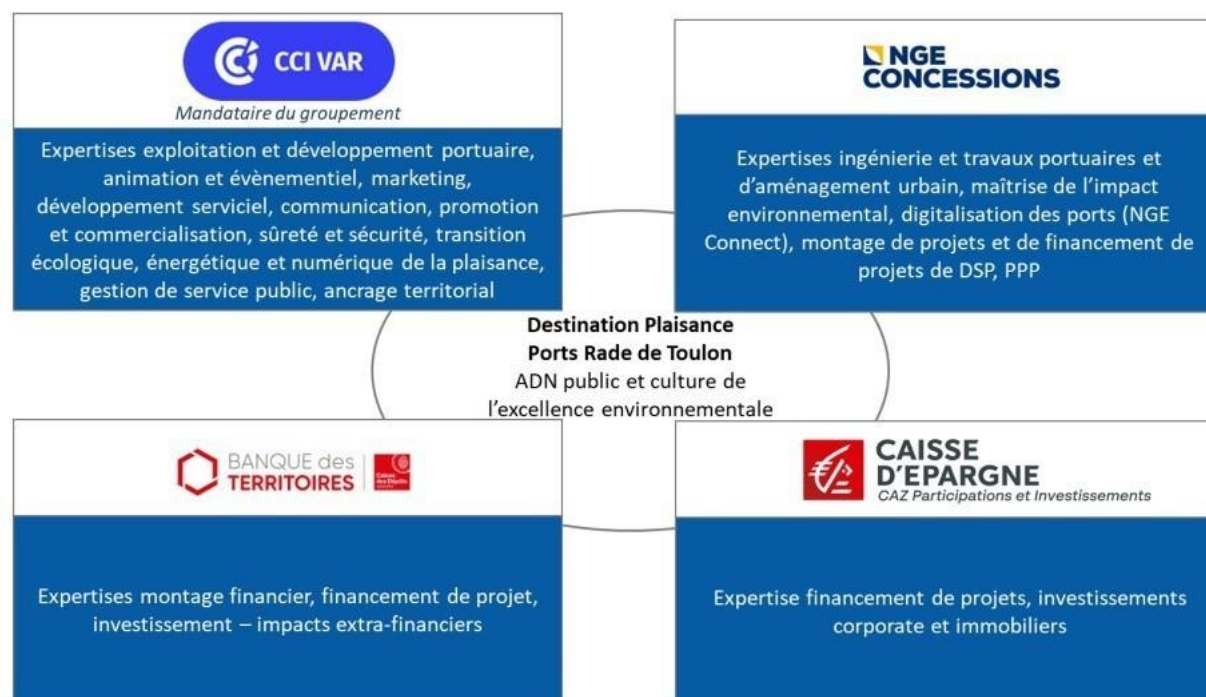
Contenu des plis au regard des critères de sélection des candidatures préalablement cités

Concernant la candidature du groupement CCI VAR, NGE Concessions, Banque des Territoires et CAZPI sous mandataire CCI VAR

► **Capacités juridiques et techniques**

Le groupement présente l'expertise mobilisée par chaque entité au sein du collectif « Destination Plaisance Port Rade de Toulon » dans le cadre de l'exécution du contrat de concession.

Il est également précisé que NGE et CAZ Participations et Investissements (CAZPI) s'appuieront sur les « capacités et aptitudes de leurs groupes et maisons mères » à savoir : NGE SAS et CECAZ-Caisse d'Epargne Côte d'Azur.



Sont également présentés les partenaires techniques et les prestations qui leur seront confiées :

**Partenaires techniques du groupement membres de l'équipe projet de l'offre
« Destination Plaisance Ports Rade de Toulon »**

Groupement constructeur - formé des filiales spécialisées de NGE	
 GUINTOLI  NGE GC  NGE CONNECT  EHTP  NGE FONDATIONS	<p>Terrassement et VRD</p> <p>Génie Civil</p> <p>Transition numérique des territoire</p> <p>Eau et assainissement</p> <p>Géotechnique</p>

Cabinet d'architecture et d'urbanisme de renom, implanté dans le Var	Bureau d'études ingénierie génie maritime et fluvial	Autres
		<p>Autres partenaires mobilisables en fonction des besoins pour le projet (ex. bureaux d'études spécialisés, AMO, etc.)</p>

Le Groupement fournit les attestations des partenaires concernant la mise à disposition de leur capacités (matérielles et humaines).

Enfin, le groupement précise qu'il « *pourra également s'appuyer sur PortAdhoc qui fait partie de la galaxie NGE (dont il est actionnaire minoritaire) : ses compétences dans le développement et la gestion de ports à sec, et celles liées à l'informatique de gestion portuaire avec VEGA pourront être notamment mobilisées* ».

Ainsi, nous comprenons du mémoire descriptif que l'organisation juridique du groupement sera semblable à celle proposée par le groupement EIFFAGE/SODEPORTS :

- CCI VAR sera responsable de l'exploitation des ports ;
- NGE Concessions (et les autres sociétés du groupe) seront en charge de la construction/réalisation des investissements portuaires ;
- La banque des territoires et CAZPI seront les financeurs du projet.

Le groupement présente les méthodes suivies pour assurer la continuité du service public :

- Des disponibilités de certains équipements 24/24 - 7j/7 ;
 - Ouverture des ports aux plaisanciers ;
 - système de distribution automatique de carburant ;
 - Surveillance des ports (PC sécurité Portuaire armé)
- Présence de personnels dans les bureaux sur de larges horaires (sans toutefois préciser leur amplitude)
- Ouverture des aires de carénages toute l'année (horaires élargis en saison de carénage 7h-18h) avec des effectifs renforcés, et les services régaliens (navires de douanes, polices, pompiers) auront une mise à terre ;
- Lors de travaux à effectuer sur le port, en cas de réparations de pannes, les navires seront relogés à l'intérieur des ports ou de la rade, en cas de mise aux normes de la station d'avitaillement du port, des cuves provisoires seront mises à disposition.
- En cas de crise sanitaire, le groupement rappelle (en tant que candidat sortant) qu'il a mis en place un dispositif de gestion de crises avec des procédures adaptées et du personnel sous astreinte.

Pour l'égalité de traitement, le groupement précise qu'il :

- Réalisera des grilles tarifaires établis en transparence (consultation des organes compétents, affichage) ;
- Ecartera tout système préférentiel d'octroi des places ;
- Respectera les procédures de passation (pour l'octroi des AOT, la mise à disposition d'espace à terre etc...).

La CCI VAR se présente comme un « *acteur historique du développement économique du territoire depuis 2 siècles* ». Elle dispose de 7 champs d'activités dont la gestion d'équipements.

Elle fournit son rapport d'activité 2020 ainsi que le rapport rédigé en tant que délégataire pour l'activité plaisance en 2020.

Elle compte 285 collaborateurs dont 48 encadrants, dont une partie est mise à disposition par la CCI Régionale.

Elle détaille ses moyens humains concernant les concessions portuaires : « *La Direction des Concessions Portuaires et du Développement Maritime compte un effectif de 128 dont 23 encadrants. Parmi ces personnes 89 sont rattachées à la concession commerce et 39 dont 7 encadrants sont rattachés à la concession plaisance* ».

Elle fournit les CV des personnes clés ayant vocation à intervenir dans la concession : directeur des concessions et du développement maritimes, ingénieure, responsable des opérations de travaux, etc...

Elle précise être bien implantée sur le territoire puisqu'elle est actuellement titulaire de 3 concessions : Commerce et Plaisance des ports de la Rade de Toulon ainsi que le port du Niel.

Enfin, elle précise qu'elle bénéficie du réseau CCI France, qui exploite 121 ports de commerce, pêche et plaisance.

Concernant les moyens matériels dédiés à la Direction des Ports, la CCI dispose de :

- 29 bâtiments en exploitation, 1 station-service et 1 parking public (Port Marchand, 7000 m²), associés aux activités portuaires ;
- un parc de 22 véhicules récents et équipements roulants associés aux activités portuaires
- 13 bateaux de services dédiés aux activités portuaires ;
- D'outillages divers dédiés à l'exploitation des ports de plaisance.

Concernant ses références, la CCI VAR rappelle qu'elle a investi 75 M€ en 20 ans (2001-2020) dans le développement d'infrastructures et d'équipements dont :

- 62 M€ dans les ports, dont 24M€ dans les ports de plaisance ;
- 13 M€ dans l'aéroport Toulon Hyères.

Elle produit des références portuaires concernant l'exploitation des ports de la concession actuelle à savoir :

- Exploitation du port de plaisance de Toulon Vieille Darse (rénovation du quai).
- Exploitation du port de plaisance de Toulon Darse Nord.
- Exploitation du port de plaisance de Saint Louis du Mourillon.

Mais également, l'exploitation des ports de plaisance suivants :

- de la Seyne sur Mer (rénovation du quai, aménagement, rénovation du bureau et de la restauration...),
- de Saint Mandrier (réfection majeure du port, rénovation du quai...),
- port de plaisance de Pin Rolland (en sous-concession, réalisation d'un chantier naval),
- port de plaisance du Niel (Hyères) : réfection complète de la digue, quai, ponton, terre-pleins,
- port de plaisance de l'Anse de la Réserve (sécurisation, modernisation du port, création d'un village plaisance.

Elle présente également ses méthodes pour une exploitation plus durable :

- démarche "Ports Propres" (4 d'entre eux sont certifiés (Saint-Louis du Mourillon, Saint-Mandrier, La Seyne-sur-Mer et Toulon Darse Nord),
- la certification "Ports Propres Actifs en Biodiversité" créée en 2018,
- système de Management de l'Environnement selon la norme ISO 14001 (audit de certification planifié en décembre 2021).

NGE Concessions se positionne auprès de l'État et des collectivités locales sur les projets de construction d'infrastructures à financement privé. NGE Concessions pilote plusieurs projets de concessions et partenariats publics-privés et possède ainsi une expertise en ingénierie financière et en gestion globale de ce type de montage. NGE Concessions est une filiale à 100% du Groupe NGE.

Elle produit des références concernant les projets qu'elle conduit dont aucun ne se rattache à l'objet de la concession (autoroute, réseaux etc...). Néanmoins, les filiales qui se rattachent à NGE Concession présentent des références en lien avec le domaine maritime :

- Création de plateforme sur le terminal routier du Grand Port Maritime de Saint Nazaire en 2012 ;
- Aménagement du port de plaisance de Basse Ham (57) en 2018 ;
- Aménagement du fond d'Anse du Driasker à Port-Louis (56) en 2020 ;
- Construction des terre-pleins du Golf à Baden en 2017 ;
- Développement de solutions numériques (réseaux télécom, équipements connectés, logiciels (solution R-Marina sur le port de Plaisance du Havre et de Bordeaux).

Concernant ses moyens humains, NGE présente plus globalement les effectifs du groupe.

Il présente les dispositifs mis en place pour favoriser l'emploi de personnes handicapées (accompagnement par l'Adefiph et TH Conseil pour la réalisation d'un diagnostic et l'amélioration de la prise en compte de l'emploi des personnes handicapées).

NGE met également en avant plusieurs structures filiales du groupe NGE : GUINTOLI, NGE GC, NGE Connect, NGE Fondations, EHTP. Plus précisément, les filiales GUINTOLI et NGE GC formeront un groupement constructeur qui sera épaulé par toutes les filiales spécialisées du Groupe NGE.

S'agissant de la Banque des Territoires, structure dédiée de la CDC, elle agit en qualité d'investisseur sur fonds propres et généralement comme actionnaire minoritaire. Elle se positionne comme un investisseur diversifié, opérant dans plusieurs

secteurs (infrastructures, ville, immobilier, tourisme, transition énergétique et écologique, transition numérique, économie et cohésion sociale, économie mixte, ...).

Sur les 3 dernières années 2018, 2019 et 2020, la Banque des Territoires affiche un montant d'investissement de plus de 3,7 Md€ dans plus de 700 projets, et une estimation d'1,8 Md€ d'investissement pour 2021.

La Banque des territoires met en avant 3 projets d'infrastructures portuaires dans lesquels elle a récemment investi :

- DSP d'exploitation du Port Vauban où elle a investi à hauteur de 39% dans la société de projets (budget de 152 millions d'euros).
- DSP des ports de Calais et Boulogne-sur-mer où elle a totalement financé le projet à hauteur de 863 millions d'euros.
- Ports de Marina Baie des Anges où elle a investi 45% dans la société de projet (budget de 57 millions d'euros).

En matière d'infrastructures portuaires, La Banque des Territoires a investi en 2008 dans le Terminal Céréaliier Port Réunion - PPP de 27 ans dont l'objet porte sur le financement, la conception, la réalisation et la maintenance d'un terminal céréaliier d'une capacité de 64.000 tonnes.

Plus récemment, la Banque des Territoires intervient en tant que tiers investisseur auprès de la Région Est dans les dossiers en SEMOp des Ports Fluviaux Lorrains (Nancy, Metz- Mazerolle et Nouveau Port de Metz), Ports du Bas-Rhin (Mulhouse Sud) et Rhénans (Colmar et Neuf-Brisach) en concessions. La Banque des Territoires est depuis 2020 actionnaire au côté de la CCI du Morbihan de la SAS Port de Commerce de Lorient Bretagne Sud, titulaire de la délégation de service public pour l'exploitation du port de commerce de Lorient confiée par la Région Bretagne pour une durée de 10 ans.

La Banque des Territoires est par ailleurs partenaire de la Région Occitanie en vue de la Création d'une SEMOP pour la reprise de la concession du port de Commerce de Port La Nouvelle. La Banque des Territoires interviendra en tant que tiers investisseur auprès de la Région et d'un opérateur pour une concession du Port sur une durée de 40 ans.

Concernant spécifiquement les Ports de Plaisance, la Banque des Territoires est présente au capital de nombreuses sociétés d'économie mixte, et notamment : la SELLOR (Lorient), la SODEFI (Port-la-Forêt), la SEMVIE (Saint-Gilles-Croix-de-Vie), Loire Atlantique Pêche – Plaisance (le Croisic et la Turballe), la SAGA (Argelès), la SODEAL (Cap d'Agde et berges de l'Hérault), la SEDIMEP (La Ciotat), la SEMIS (Les Saintes Marie de la Mer) et la SODEMO (Nouméa).

La Banque des Territoires intervient également au sein de sociétés concessionnaires du port Médoc (Le Verdon-sur-Mer), du port à sec de Bayonne-Angelet, du port de Marina Baie des Anges (Villeneuve-Loubet) et, aux côtés de la CCI de Nice Côte d'Azur et de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur, des ports de Gallice et Vauban (Antibes).

La Banque des Territoires présente également ses références en matière d'aménagement urbain issue de ses interventions dans les programmes publics de type : Politique de la Ville et du Renouvellement Urbain, Action Coeurs de Ville, Petites Villes de demain et Territoires d'Industrie. A titre d'exemple, à Toulon, la BANQUE DES TERRITOIRES a investi dans une structure de redynamisation commerciale dans la rue des Arts (SCI Equerre Sémard Développement). La BANQUE DES TERRITOIRES est intervenue dans l'opération Chalucet aux côtés de la CCI Var :

- Reconversion de la friche de l'ancien hôpital en campus urbain dont fait partie l'immeuble Chalucet (5000 m2) ;
- La BANQUE DES TERRITOIRES se positionne comme investisseur dans la société portant l'actif immobilier, à hauteur de 40% du capital.

Concernant CAZPI, il s'agit d'une filiale de la CEEAZ (Caisse d'Epargne Cote d'Azur) créée en 2014. Il est précisé que « *la CEEAZ investit plus de 12 M€ par an de fonds propres dans des entreprises locales et des projets immobiliers* », tels que :

- Le financement de la construction du Commissariat de Nice Les Moulins pour un montant de 14,1 M€ ;
- Le co-arrangement du financement de la concession remportée par Vinci Airports pour la rénovation et la gestion de l'aéroport de Toulon Hyères (19 M€ de travaux) ;
- Le co-arrangement du financement du projet de délégation de service public (DSP) d'assainissement des Eaux de Grimaud (15 M€ de financement) ;
- L'accompagnement de la CCI Nice Côte d'Azur et la CDC pour assurer l'exploitation, l'entretien et la gestion des ports de plaisance Vauban et Gallice, dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP), en intervenant en tant qu'investisseur (0,6 M€ de fonds propres) et financeur de l'opération (48 M€ de financement).

CAZPI n'a pas de moyens humains, elle s'appuie sur les services de la CEEAZ (qui dispose de 1639 salariés) pour analyser les dossiers d'investissements, les réaliser et les gérer et n'a pas de personnel propre.

Enfin, le groupement entend s'appuyer sur certains partenaires :

- le bureau d'études ICTP qui est composé d'une équipe d'ingénieurs pluridisciplinaires et présente un domaine de spécialisation dans le génie maritime et fluvial. A ce titre il détient de nombreuses références matière maritime et fluviale (aménagement des amarrages sur les Môles des Capucins, aménagement de l'esplanade du port de Saint Tropez, redéploiement des infrastructures portuaires du port de Sainte Maxime etc...).
- le cabinet d'architecte MAP, qui comprends 4 agences dont l'une basée à Toulon, 4 associés et 51 collaborateurs. Il présente en annexe au mémoire des références en matière d'aménagement littoral telles : les études de valorisation du Parc balnéaire du Prado à Marseille, les études d'aménagement et de développement du site des chantiers navals

de la Ciotat).

Globalement le Groupement présente des références en aménagement urbain.

Concernant les énergies renouvelables nous constatons que c'est majoritairement la CCI qui présente des références en la matière. Elle précise que « *L'ensemble des ports gérés par la CCI du Var est engagé dans cette démarche : 3 d'entre eux sont certifiés (Saint-Mandrier, La Seyne-sur-Mer, Toulon Darse Nord). Toulon Vieille Darse le sera en 2021 et Saint Louis du Mourillon est planifié en 2022* ».

Elle présente ses actions en matière de maîtrise des pollutions, biodiversité, gestion des déchets.

Aussi, la CCI prend part à des projets pour favoriser l'utilisation de l'hydrogène vert :

- en pilotant la structuration de l'écosystème territorial des projets innovants autour de l'Hydrogène vert ;
- en élaborant le schéma directeur pour la connexion des navires stationnant à quai sur l'ensemble des terminaux commerce de la rade de Toulon ;
- en intégrant des solutions répondant à des critères de transition énergétique tels que l'usage de pile à combustible hydrogène, de photovoltaïque ou de batterie de forte puissance via le projet « standby ».

NGE Concession a porté un projet de barrage hydraulique et la Banque des Territoires présente ses investissements dans les projets éoliens et photovoltaïques.

Enfin, le Groupement présente également les labels environnementaux (« ports propres » « Ports Propres Actifs en Biodiversité »).

► **Capacités économiques et financières**

Capacité et aptitude	Analyse de la candidature			
1 – Evolution du chiffre d'affaires annuel global sur les trois derniers exercices en précisant la part correspondant au domaine d'activité objet de la concession (travaux et services)	CCIV			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	20 512	22 471	18 794
	Dont CA assimilable à la DSP	5 922	6 439	6 348
	NGE SAS			
	En k€	2018	2019	2020

	CA global	2 028 293	2 497 881	2 401 525
	Dont CA assimilable à la DSP	2 028 293	2 497 881	2 401 525
	NGE Concession			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	0	2 372	621
	Dont CA assimilable à la DSP	N.C	N.C	N.C
	Groupe Caisse des dépôts			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	N.C	N.C	N.C
	Dont CA assimilable à la DSP	N.C	N.C	N.C
2 – Comptes annuels détaillés (bilan, compte de résultat et annexes) des trois derniers exercices	<i>Le membre n'a pas fourni de document précisant la part de CA correspondant au domaine d'activité objet de la concession</i>			
	CAZPI			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	0	230	57
	Dont CA assimilable à la DSP	0	0	0
	CA Côte d'Azur			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	349	354	348
	Dont CA assimilable à la DSP	0	0	0
	CCIV			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	N.C	N.C	N.C
	Résultat net	-2 852	533	-3 259
	VMP et disponibilités	11 493	11 532	12 218

	Capitaux propres	24 977	25 467	22 141
	NGE SAS			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	42 498	46 435	44 205
	Résultat net	25 479	23 393	19 760
	VMP et disponibilités	273 387	414 470	716 830
	Capitaux propres	301 086	313 642	289 019
	NGE Concession			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	-1 151	2 383	-2 006
	Résultat net	44 374	3 086	-463
	VMP et disponibilités	0	1 547	3 393
	Capitaux propres	61 827	59 858	55 347
	Groupe Caisse des dépôts			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	756 000	1 815 000	-339 000
	Résultat net	1 914 000	2 363 000	410
	VMP et disponibilités	N.C	N.C	N.C
	Capitaux propres	39 510 000	45 564 000	61 441 000
	<i>Les rapports financiers transmis ne permettent pas de reconstituer les disponibilités avec certitude.</i>			
	CAZPI			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	-46	101	-16
	Résultat net	157	68	1 024

	VMP et disponibilités	8 452	15 774	4 058	
	Capitaux propres	5 158	5 226	6 250	
3 – Composition du capital social	<p>CCIV : En tant qu'établissement public à caractère administratif, la CCIV dispose pas de capital.</p> <p>NGE SAS : non communiqué.</p> <p>NGE Concession : 100% du capital détenu par NGE SAS.</p> <p>Groupe Caisse des dépôts : la CDC n'est pas une société commerciale et n'a donc pas de capital social, ni d'actionnaires.</p> <p>CAZPIEDEIS : 100% du capital détenu par CA Côte d'Azur.</p>				

Le chiffre d'affaires réalisé par le groupement dans un champ d'activité similaire à celui de la DSP sur la période 2018 – 2020 (environ 2 408M€ en 2020) est d'un ordre de grandeur largement supérieur à la valeur annuelle estimée de la concession.

Les états financiers semblent robustes, malgré des résultats d'exploitation négatifs pour la CCIV et NGE concessions en 2018 et 2020. Néanmoins, les disponibilités et les capitaux propres sont très suffisants.

En conclusion, ce groupement dispose de toutes les garanties techniques et financières requises et ses références sont de nature à pouvoir rassurer le pouvoir adjudicateur sur sa capacité à mener le projet de concession tel qu'envisagé par la Métropole de TPM.

Il justifie de sa conformité aux obligations en matière d'emploi (ou de l'exonération d'emploi) des travailleurs handicapés.

Le groupement présente les dispositifs à mettre en place pour assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement entre les usagers. Il peut être considéré comme apte à assurer le respect de ces principes.

Concernant la candidature du Groupement EDEIS Concessions, TIIC, EDEIS SAS, et Rougerie-Tangram sous mandataire d'EDEIS Concessions.

► **Capacités juridiques et techniques**

Le groupement candidat est porté par EDEIS CONCESSIONS agissant en qualité de mandataire du groupement momentané d'entreprises.

Edeis Concessions exploite le port de commerce, ferry et pêche de Saint-Malo, le port de pêche de Cancale, le port de plaisance de Calais ainsi que le port de plaisance de Rouen Darse Barillon et dix-huit aéroports.

Edeis intervient ainsi principalement dans l'exploitation d'aéroports et se présente comme « *le leader de gestion des aéroports en France* ». EDEIS est également exploitant, depuis le 1er janvier 2020, du port de commerce de Saint-Malo. EDEIS fait état dans son dossier de similitudes entre la gestion aéroportuaire et portuaire. Il convient en outre de noter que cette société est aujourd'hui candidate à l'octroi de nombreuses concessions portuaires et a recruté en interne des profils dédiés au volet portuaire.



Sur le volet ingénierie, EDEIS fait état d'une expérience sur plusieurs projets importants dans le domaine portuaire dont le dernier sur la Région Languedoc Roussillon pour la construction d'une nouvelle gare maritime, l'aménagement du pôle passagers et de la nouvelle entrée du port de Sète.

Ils sont également intervenus sur d'autres projets comme les études préliminaires pour l'extension du port de Monaco ou pour le port de la Cotinière avec un projet de construction d'un port de pêche et d'un port de plaisance.

Edeis est la structure issue du rachat des activités françaises du groupe canadien d'Ingénierie SNC-LAVALIN qui avait développé cette activité de gestion aéroportuaire sur la dernière décennie.

Le réseau d'Edeis est composé d'aéroports d'aviation générale et d'affaires comme Bourges, Auxerre, Vannes mais aussi des aéroports accueillant des activités d'aviation régulière low cost comme Tours, Nîmes ou encore Tarbes.

A noter que ces références ne sont pas toutes à jour. Plusieurs concessions (Annecy et Vannes notamment, n'ont pas été renouvelées au profit de ce groupement).

En ce qui concerne ses moyens humains, le candidat indique disposer d'un effectif consolidé de 420 collaborateurs.

Les aéroports et ports filiales reçoivent une expertise technique par le siège au travers d'un contrat d'assistance. Ces services transversaux regroupés au siège représentent une équipe globale d'environ 30 personnes et sont répartis sur les thématiques suivantes :

- Direction générale et administration : 7 personnes
- Maintenance, ingénierie et support technique : 2 personnes
- Animation, développement commerciales, relations externes : 3 personnes
- Communication : 1 personne
- Comptabilité, finance : 9 personnes
- Administration du personnel : 3 personnes
- Affaires juridiques : 2 personnes
- Informatique : 2 personnes
- Système de management de la Qualité, Santé, Sécurité, Environnement : 2 personnes

EDEIS présente les moyens techniques dont il dispose, à savoir :

- « Des outils informatiques pour la gestion du Site : logiciel de gestion portuaire, main

- courante électronique, logiciel d'enquêtes
- Des outils d'organisation : Procédures d'exploitation et d'entretien, basée sur notre expérience acquise dans le domaine aérien très codifié en la matière
- Des outils marketing tels qu'un site internet et des relais via des réseaux sociaux
- Des moyens d'entretien adaptés avec un système de GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur)
- Des outils issus de nos services supports : logiciel SAGE de gestion, logiciels propriétaires EDEIS de gestion des ressources humaines, etc ».

Aux côtés d'EDEIS, est présenté la société TIIC₂ SCA SICAR (fonds d'investissement en projets d'infrastructures) dédié aux actifs de transport et les actifs dits d'infrastructure sociale, sur des projets en phase de développement (greenfield ou projets dont la phase de construction n'est pas achevée) ou en phase d'exploitation (brownfield ou dont la mise en service a déjà été effectuée). Il est représenté par la société TIIC Management. Il s'agit de sociétés de droit luxembourgeois qui sont elles-mêmes conseillées par TIIC Advisor, société française. La société est présentée comme revêtant « *une forme juridique spécifique, dont les activités sont agréées par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), l'équivalent de l'Autorité des Marchés Financiers en France. Par conséquent, TIIC 2 ne peut être considérée comme une société commerciale à part entière détenant des filiales ou étant membre d'un groupe* ». Ce qui justifie qu'elle ne présente pas les éléments sollicités concernant les sociétés mères puisqu'elle n'est pas intégrée fiscalement à une autre société (qu'il s'agisse de la société TIIC Management ou TIIC Advisory).

Le Groupement momentanée d'entreprises constituera une société dédiée portant les mêmes garanties et composées des sociétés EDEIS CONCESSIONS et TIIC avant l'attribution de la convention de concession, afin de s'y substituer.

Ce noyau dur s'appuiera sur plusieurs prestataires :

- Edeis SAS - société de services d'ingénierie : il s'agit d'une des deux branches du groupe EDEIS (Ingénierie et Concessions)

La branche Ingénierie s'articule autour de 3 thématiques : ville & transports / bâtiment & industrie / solutions digitales

- Rougie+Trangram : elle est issue du rapprochement entre l'agence Rougerie à Paris et Trangram à Marseille et se présente comme une « *Agence internationale d'architecture d'urbanisme et de paysage, spécialisée dans une conception architecturale biomimétique répondant aux enjeux écologiques* ».

Elle concentre 90 professionnels et travaille notamment sur la réalisation d'équipements innovants dans le domaine de l'urbanisme, des paysages et espace public etc... elle recourt au biomimétisme pour la conception de ses projets.

En termes de références autres que celles du mandataire et précisées ci-avant :

- Références Edeis SAS : La branche ingénierie (mobilisée en l'espèce) a participé à la construction :
 - de la base mutualisée des services pompiers et de Préfecture pour les Jeux Olympiques ;
 - du terminal de la gare maritime de Sète ;
 - de silo portuaires à céréales.
- Référence Rougerie Trangram Architecte :
 - Marina Olympique de Marseille pour les JO 2024 ;
 - Etude préopérationnelle d'aménagement de la route de Giens et du port du Niel ;
 - Etude d'insertion paysagère de l'ouvrage de protection du Port de la Capte ;
 - Eco construction d'une cité marine à Monaco ;
 - Elle réalise également des études de conception pour des musées, des aéroports.
- TIIC : elle finance majoritairement les sociétés de projet concessionnaires d'autoroutes ou de parking :
 - A participé au financement de IPHE (société de pépinières d'entreprises) pour un projet d'aménagement pour l'innovation au côté de la Banque des Territoires et de Bouygues Construction
 - A participé au financement de la société de projet Litoral Oeste, sous-concessionnaire pour la conception, construction financement de routes au Portugal, à hauteur de 20%.

Pour assurer la continuité du service, le groupement présente la démarche suivante :

- "sécuriser le site, les biens et les personnes (propreté des pôles d'accueil et disponibilité des équipements de sécurité (remorquage, sauvetage, lutte incendie etc...))
- Gérer les biens immobiliers et mobiliers de la délégation (suivi rigoureux, élaboration de rapports techniques relatifs au renouvellement des biens etc..)
- Reprendre et analyser les contrats en cours (reprise des contrats de sous-traitance en cours dans un premier temps puis éventuelles renégociations)
- Se conformer à la réglementation relative à la sécurité et à la sûreté (inscription des procédures d'exploitation dans un règlement de service).
- Maintenir les qualifications et compétences professionnelles (plan de formation)

Le Groupement présente donc globalement des références en matière d'aménagements urbains.

Le Groupement a produit des références en matière d'énergies renouvelables qui sont en grande majorité des projets relatifs au photovoltaïque :

- Edeis Concession (2 références) en groupement avec VOLTA a couvert le toit de l'aéroport de Mayotte d'une centrale photovoltaïque, elle conduit actuellement des études pour l'installation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings de l'aéroport de Nîmes (pour janvier 2022)
- EDEIS SAS Ingénierie (7 références au total) a construit le siège social dans le Parc Technologique Bas Carbone et mis en place des panneaux photovoltaïques sur les toitures, elle précise que le bâtiment est chauffé et refroidi par la ressource de géothermie.

Son expérience n'est pas encore très développée mais suffisante en l'espèce.

► **Capacités économiques et financières**

Capacité et aptitude	Analyse de la candidature			
1 – Evolution du chiffre d'affaires annuel global sur les trois derniers exercices en précisant la part correspondant au domaine d'activité objet de la concession (travaux et services)	EDEIS Concessions			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	68 937	79 680	59 138
	Dont CA assimilable à la DSP	54 571	53 133	43 222
	EDEIS SAS			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	4 742	4 870	4 084
	Dont CA assimilable à la DSP	4 742	4 870	4 084
	Rougerie + Tangram			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	7 618	7 719	6 651
	Dont CA assimilable à la DSP	N.C	N.C	N.C
	Ce membre ne communique pas d'allocation du CA à un CA assimilable la DSP.			
	TIIC			

	En k€	2018	2019	2020
	CA global	N.C	N.C	N.C
	Dont CA assimilable à la DSP	N.C	N.C	N.C
	<i>Le membre n'a pas fourni de CA pour les exercices considérés. Cependant, en tant que fonds d'investissement, le CA n'est pas la métrique la plus adaptée.</i>			
2 – Comptes annuels détaillés (bilan, compte de résultat et annexes) des trois derniers exercices	EDEIS Concessions			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	-2 682	-2 772	-5 126
	Résultat net	1 279	3 662	1 592
	VMP et disponibilités	465	2 495	11 776
	Capitaux propres	2 016	3 749	1 678
	EDEIS SAS			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	-663	-789	-3 004
	Résultat net	12 354	71 087	-1 469
	VMP et disponibilités	54 198	23 144	39 400
	Capitaux propres	38 337	27 937	25 467
	Tangram			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	178	359	-156
	Résultat net	277	437	75
	VMP et disponibilités	442	494	1 541
	Capitaux propres	2 562	2 929	3 004
	<i>A noter que les données transmises concernent seulement la société Tangram</i>			
	TIIC			

	En k€	2018	2019	2020	
	Résultat d'exploitation	N.C	N.C	N.C	
	Résultat net	-7 983	-6 204	-8 415	
	VMP et disponibilités	4 079	2 634	2 299	
	Capitaux propres	9 558	38 583	77 222	
3 – Composition du capital social	EDEIS Concessions : filiale à 100% du groupe CIPIM SAS depuis 2019.				
	EDEIS SAS : filiale à 100% du groupe CIPIM SAS depuis 2016.				
	Rougerie + Tangram : Le capital social est réparti entre trois associés.				
	TIIC : le fonds a un montant cible de souscriptions de 301M€ avec comme souscripteur principal la Banque Européenne d'Investissement (60M€).				

Le chiffre d'affaires réalisé par le groupement dans le champ d'activité similaire à la DSP sur la période 2018 – 2020 (environ 47M€ en 2020) est d'un ordre de grandeur supérieur à la valeur annuelle estimée de la concession.

Les états financiers semblent robustes, malgré des résultats d'exploitation négatifs pour EDEIS SAS et EDEIS concessions ces trois dernières années, compensés par des résultats nets positifs (sauf en 2020, année COVID), ainsi que des capitaux propres et des disponibilités à des niveaux suffisants.

Ce groupement dispose de toutes les garanties techniques et financières requises et ses références sont de nature à pouvoir rassurer le pouvoir adjudicateur sur sa capacité à mener le projet de concession tel qu'envisagé par la Métropole de TPM.

Il justifie de sa conformité aux obligations en matière d'emploi (ou de l'exonération d'emploi) des travailleurs handicapés.

Le groupement présente les dispositifs à mettre en place pour assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement entre les usagers. Il peut être considéré comme apte à assurer le respect de ces principes.

Concernant la candidature du groupement Eiffage, SODEPORTS, Eiffage Travaux Maritimes et Fluviaux, Eiffage Route Grand Sud, Eiffage Construction Var, Eiffage Energie Systèmes Méditerranée, Agence APS, Galatea, Eiffage Services.

► **Capacités juridiques et techniques**

Le groupement envisage de constituer une société de Projet alliant le groupe Eiffage à la société SODEPORTS.

Eiffage sera mandataire solidaire du Groupement conjoint et portera la responsabilité des prestations de conception-construction et d'entretien-maintenance (porté par ses filiales principalement).

Troisième groupe français et quatrième européen du BTP et des concessions, EIFFAGE réalise, avec 50 000 collaborateurs en France un chiffre d'affaires de 16.58 milliards d'euros en 2018 (en Europe), notamment sur des travaux maritimes et fluviaux.

Eiffage présente également dans ce groupement, sa filiale ETMF qui a récemment participé à la conception du port plaisance de la Marina Baie des Anges à Villeneuve Loubet dans le cadre de la nouvelle DSP menée par EIFFAGE SA. ETMF assurera les travaux de la partie Maritime. ETMF est également intervenue pour les travaux Fluviaux liés à la nouvelle concession EIFFAGE du port fluvial de L'Isle Adam sur l'Oise.

EIFFAGE met en avant son localisme puisqu'il précise que « *les sociétés du groupe en charge de la conception et de la réalisation des infrastructures sont toutes implantées dans le département du Var* ». A priori, les sociétés du Groupe Eiffage devraient intervenir comme sous-traitants.

Concernant APS Architecture et Galatea, les relations contractuelles établies avec les autres membres du groupement ne sont pas précisées. Il s'agit *a priori* d'entreprises tierces sur lesquelles les membres vont s'appuyer. Ces deux sociétés fournissent un engagement ferme de garantir les moyens et compétences aux membres du Groupement

Concernant SODEPORTS (Société d'Etudes d'Aménagement et d'Exploitation d'Installation Portuaire Touristique) il est précisé qu'elle « *rejoindra l'actionnariat et apportera toute son expertise en matière de management, de développement et d'exploitation portuaire* ». SODEPORTS sera

l'investisseur exploitant.

La maîtrise d'ouvrage sera portée par Eiffage Concessions qui sera l'interlocuteur privilégié de la Métropole.

Les missions de conception et de construction du Projet seront confiées par la Société de Projet à un groupement concepteur-constructeur à travers un contrat Conception-Construction comprenant : EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX (ci-après « ETMF »), EIFFAGE CONSTRUCTION VAR, EIFFAGE ROUTES COTE D'AZUR et EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES MEDITERRANNEE.

L'agence APS sera le cabinet d'architectes et GALATEA le bureau d'études.

L'exploitation commerciale sera confiée à Eiffage et Sodeports pour la partie portuaire.

Sodeports est présentée comme « *un exploitant portuaire aux multiples références environnantes et engagé dans la nouvelle plaisance* » avec son Président Ludovic Richard qui occupe également le poste Vice-Président de l'Union des ports Provence-Alpes Côte d'Azur et Monaco et de Saint-Elme.

Le Groupement présente également son organisation pour l'aspect développement durable et énergies renouvelables ayant vocation à être porté par Eiffage.

Les opérations de GER seront prises en charge par Eiffage Service et son réseau de maintenance.

Concernant le financement, le groupement Eiffage précise simplement s'appuyer sur des partenaires financiers non spécifiés.

Concernant l'égalité de traitement, le Groupement insiste sur la dimension tarifaire entre les usagers il est précisé que « *toute différenciation tarifaire au sein d'un même port sera objectivé [...] sur la durée d'occupation, la longueur ou largeur des bateaux, la surface d'occupation* »

Concernant la continuité du service public, le Groupement entend anticiper la continuité « *en intégrant la réflexion de la maintenance dès la conception* » et en appréhendant une démarche de long terme.

Moyens humains et matériel dédiés.

Eiffage Concession regroupe plus de 50 000 employés, et présente 6 CV dans le cadre de la présente procédure, principalement des postes de direction (DAF, directeur de projet, juriste etc...).

Sodeports regroupe une cinquantaine de personnes dont un Responsable études et opérations, un Responsable RH, deux Responsables Finance et Exploitation et Responsable Technique des installations, tous cadres associés. Sont transmis les CV du directeur technique de l'exploitation/aménagement, la directrice associée, la directrice financière, le président.

Au niveau des moyens matériels, Sodeports présente son réseau dédié en liaison directe avec tous les sites exploités, couplé à des logiciels et prologiciels en maintenance, avitaillement, gestion commercial, optimisation des plans d'eau etc...

ETMF (Eiffage Travaux Maritimes et Fluviaux) présente un effectif total en 2020 de 115 personnes et joint 5 CV :

- De trois chefs de chantier ;
- d'un ingénieur travaux ;
- d'un conducteur de travaux.

Eiffage Route présente les matériels dont il dispose sur la Région, pour le terrassement, la manutention, le concassage etc... Il dispose notamment de 6 établissements travaux et 3 carrières sur la Région Grand Sud.

Concernant ses effectifs, Eiffage Route recense 1927 personnes et fournit une présentation de la direction pour la Région Grand Sud dont l'effectif est de 7 cadres et 19 techniciens. Il fournit des CV dont celui du directeur de l'agence Var Littoral, du directeur de travaux et du chef de secteur.

GALATEA est un bureau d'études comprenant 6 personnes. 5 CV sont transmis à savoir ceux du biologiste marin, de l'ingénieur génie maritime, du chargé de mission ouvrages – plongeur, ingénieur projet. Concernant ses moyens matériels, sont présentés les sondes, les sonars, le drone etc...

L'Agence APS comprend 13 personnes dont 4 paysagistes diplômés et produit les diplômes concernés, 4 ingénieurs-paysagistes, 2 paysagistes conceptrices et Architectes, 2 paysagistes (ENSAP et HES) et une assistante de direction. Parmi ses effectifs, elles comptent deux pilotes professionnels de drone.

Concernant les moyens matériels, l'agence APS dresse la liste des logiciels dont elle dispose ainsi que les appareils de bureautiques et 2 drones.

Eiffage Construction Var déclare 624 personnes dans ses effectifs et fournit 8 CV comprenant des chefs de chantiers des ingénieurs, des techniciens, responsable bureau d'études, conducteur de travaux et le directeur de l'établissement.

Eiffage Services déclare 116 personnes en 2020, et fournit les CV du directeur d'exploitation, du responsable développement-énergie et des référents énergie, responsable de site.

Concernant les références

Eiffage Concession présente surtout des références en matière d'Autoroutes, et d'équipements publics type collège ou lycée, ainsi que des projets en énergies vertes (centrale photovoltaïque au Sénégal).

En rapport avec l'objet de la présente concession, Eiffage Concession présente le contrat remporté en groupement avec Sodeports (entre autres) concernant la concession pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation de la Marine Baie des Angles comprenant une mise

aux normes environnementale.

Sodeports présente exclusivement des références en rapport avec l'objet de la concession.

Parmi ses références récentes on trouve :

- La conception et l'exploitation du port fluvial de la future Marina de L'isle d'Adam ;
- La concession d'établissement et d'exploitation de la Marina Baie des Anges ;
- La conception réalisation, exploitation du chantier naval de provenance (Port de Bouc) ;
- La conception, conseil à Maîtrise d'Ouvrage, puis organisation et mise en place de l'Exploitation et la commercialisation de la Marina pour le compte du Port Autonome de Papeete.

ETMF présente exclusivement des références en lien avec l'objet de la concession et notamment :

- Réalisation des infrastructures portuaires pour le réaménagement du port Haliguen à Quiberon ;
- Construction d'un embarcadère et de pannes sur pieux sur le port du Brusuc ;
- Restauration de la digue du large à Bormes les Mimosas.

Eiffage Route présente les ouvrages significatifs réalisés dans la région du Var, il s'agit principalement :

- D'aménagements routiers et urbains ;
- Des marchés d'entretien des voiries ;
- Des logements.

Néanmoins Eiffage route présente quelques références dans le domaine maritime, puisqu'il a réhabilité des bâtiments sur les bases navales à Toulon.

Eiffage Energies et Systèmes présente exclusivement des références en lien avec l'objet du contrat :

- Réaménagement et construction du port de plaisance de Villeneuve Loubet (avec Eiffage et Sodeports) dans lesquels il est chargé de remplacer et renforcer les réseaux électriques de courants fort, éclairages publics etc...
- Port de Mandelieu - La Napoule : mission de travaux électriques afin de pérenniser les infrastructures portuaires ;
- Base Navale de Toulon : prestations d'éclairage extérieure et sonorisation.

GALATEA est un bureau d'études disposant de références en matière maritime :

- Suivi environnemental des travaux de réhabilitation du port Méditerranée à Six Fours les Plages avec cartographie des biocénoses

- marines, prélèvements d'eau ;
- Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la construction de la plateforme MegaYachts 4000t à La Ciotat ;
- Dossier d'autorisation environnementale –investigations sur nurseries de sars et prélèvements de sédiments dans le cadre de l'aménagement de la ZMEL de Port Miou à Cassis(13) ;
- Dossier de déclaration pour travaux au quai Roro à Toulon TPM–Marché de travaux ECTM.

L'Agence APS présente ses références en matière d'aménagement urbain, parmi lesquelles figurent :

- L'aménagement des espaces extérieurs et création du jardin des migrations du Fort Saint Jean à Marseille ;
- Aménagement de l'Esplanade du Pré aux Pêcheurs et des espaces publics du port Vauban Site Classé à Antibes ;
- Création du parc naturel urbain des rives de l'étang de Berre.

Eiffage Construction Var, présente les chantiers réalisés sur Toulon : réhabilitation d'une partie des anciennes corderies, réhabilitation des nefs d'un bâtiment de l'arsenal de Toulon, en sus de ses missions habituelles : construction de logement, maison médicale etc...

Le Groupement présente donc des références en matière d'aménagements urbains.

Concernant le domaine des énergies renouvelables nous notons que Eiffage Services, a participé avec Eiffage concession et Sodeports à l'aménagement de la Marina Baie des Anges afin de permettre d'atteindre le label Pavillon Bleu, et la certification « Port propre ». Le Groupement présente également les labels obtenus pour les chantiers de construction de collèges du Var : « bâtiments durables méditerranéens ».

En outre, le groupement fournit un rapport sur le climat dans lequel il présente les engagements pour la conception et construction bas carbone. Il fournit des exemples en matière d'utilisation d'isolants (isolant paille et pierre volcanique pour un projet de construction d'un collège) de traçabilité renforcée des matériaux (pour le projet du Village des Athlètes par exemple).

Eiffage annonce s'engager dans la production d'énergies renouvelables aux côtés d'EDF dans le domaine autoroutier. La société a également acquis des microcentrales hydroélectriques dans le Sud-Ouest de la France afin d'éviter la production de CO₂. Les filiales du groupe proposent des systèmes de derme solaire (Eiffage Energies Systèmes), ingénierie et production des fonctions des éoliennes offshore (Eiffage Metal).

► **Capacités économiques et financières**

Capacité et aptitude	Analyse de la candidature
----------------------	---------------------------

1 – Evolution du chiffre d'affaires annuel global sur les trois derniers exercices en précisant la part correspondant au domaine d'activité objet de la concession (travaux et services)

EIFFAGE

En k€	2018	2019	2020
CA global	16 577 000	18 143 000	16 321 000
Dont CA assimilable à la DSP	2 818 090	2 902 880	2 611 360

Sodeports

En k€	2018	2019	2020
CA global	4 133	4 351	3 907
Dont CA assimilable à la DSP	4 133	4 351	3 907

ETMF

En k€	2018	2019	2020
CA global	30 078	37 113	37 728
Dont CA assimilable à la DSP	30 078	37 113	37 728

EIFFAGE Route

En k€	2018	2019	2020
CA global	262 363	309 544	363 656
Dont CA assimilable à la DSP	26 236	30 954	43 639

EIFFAGE Construction

En k€	2018	2019	2020
CA global	219 370	192 260	176 960

	Dont CA assimilable à la DSP	41 680	28 839	123 872
	EIFFAGE Energie			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	37 163	43 431	40 532
	Dont CA assimilable à la DSP	2 321	3 807	5 108
	APS Architecture			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	711	642	731
	Dont CA assimilable à la DSP	711	642	731
	Galatea			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	475	455	417
	Dont CA assimilable à la DSP	95	114	104
	EIFFAGE Services			
	En k€	2018	2019	2020
	CA global	28 613	33 489	37 771
	Dont CA assimilable à la DSP	28 327	33 154	37 393
2 – Comptes annuels détaillés (bilan, compte de résultat et annexes) des trois derniers exercices	EIFFAGE			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	N.C	N.C	N.C

	Résultat net	629 000	725 000	375 000
	VMP et disponibilités	3 696 000	4 420 000	5 192 000
	Capitaux propres	5 635 000	6 231 000	6 473 000
	<i>Les comptes de résultats n'ayant pas été fournis pour ce membre il ne nous est pas possible d'inscrire ses résultats d'exploitation</i>			
	Sodeports			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	4	52	2
	Résultat net	74	40	85
	VMP et disponibilités	999	1 101	1 173
	Capitaux propres	843	873	948
	ETMF			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	-160	452	1 350
	Résultat net	1 329	1 355	434
	VMP et disponibilités	1 381	806	1 227
	Capitaux propres	4 119	4 149	4 583
	EIFPAGE Route			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	-683	3 627	2 382
	Résultat net	720	4 486	4 060
	VMP et disponibilités	5 252	11 727	10 229
	Capitaux propres	6 745	11 230	19 823

EIFFAGE Construction				
En k€	2018	2019	2020	
Résultat d'exploitation	4 041	3 051	162	
Résultat net	5 697	1 486	2 128	
VMP et disponibilités	3 129	2 820	2 200	
Capitaux propres	6 968	2 757	4 886	
EIFFAGE Energie				
En k€	2018	2019	2020	
Résultat d'exploitation	1 302	2 891	2 313	
Résultat net	1 706	2 486	2 075	
VMP et disponibilités	273	107	239	
Capitaux propres	3 281	3 767	2 842	
APS Architecture				
En k€	2018	2019	2020	
Résultat d'exploitation	15	47	29	
Résultat net	14	30	24	
VMP et disponibilités	242	260	150	
Capitaux propres	101	131	155	
Galatea				
En k€	2018	2019	2020	
Résultat d'exploitation	130	63	32	
Résultat net	101	50	27	

	VMP et disponibilités	154	148	164
	Capitaux propres	316	366	393
	EIFFAGE Services			
	En k€	2018	2019	2020
	Résultat d'exploitation	4 071	4 330	5 214
	Résultat net	2 133	3 304	5 086
	VMP et disponibilités	46 066	51 073	49 930
	Capitaux propres	2 571	3 743	5 527
3 – Composition du capital social	<p>EIFFAGE : 392M€ de capital dont 79% flottant et 19,8% détenu par les salariés.</p> <p>Sodeports : le capital social est réparti entre six associés.</p> <p>ETMF : répartition non fournie</p> <p>EIFFAGE Route : répartition non fournie</p> <p>EIFFAGE Construction : répartition non fournie</p> <p>EIFFAGE Energie : répartition non fournie</p> <p>APS Architecture : répartition non fournie</p> <p>Galatea : répartition non fournie</p> <p>EIFFAGE Services : répartition non fournie</p>			

Le chiffre d'affaires assimilable à la DSP sur la période 2018 – 2020 du groupement (environ 2 864M€ en 2020) est d'un ordre de grandeur largement supérieur à la valeur annuelle estimée de la concession.

Les états financiers semblent robustes, avec des résultats d'exploitation et des résultats nets positifs sur les trois dernières années pour tout le membres du groupement, et des niveaux de disponibilités et de capitaux propres tout à fait suffisants.

Ce groupement dispose de toutes les garanties techniques et financières requises et ses références sont de nature à pouvoir rassurer le pouvoir adjudicateur sur sa capacité à mener le projet de concession tel qu'envisagé par la Métropole de TPM.

Il justifie de sa conformité aux obligations en matière d'emploi (ou de l'exonération d'emploi) des travailleurs handicapés.

Le groupement présente les dispositifs à mettre en place pour assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement entre les usagers. Il peut être considéré comme apte à assurer le respect de ces principes.

SYNTHESE DU CONTENU DES CANDIDATURES

N° du pli	Garanties demandées	Capacités et aptitudes	Analyse des candidatures	Conclusion sur la candidature
1 – CCI DU VAR	garanties professionnelles et financières	Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession	<p>L'organisation juridique du groupement est prévue comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CCI VAR sera responsable de l'exploitation des ports ; • NGE Concessions (et les autres sociétés du groupe) seront en charge de la construction/réalisation des investissements portuaires ; • La Banque des Territoires et CAZPI seront les financeurs du projet. <p>Le groupement entend s'appuyer sur des partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le bureau d'études ICTP spécialisé, entre autres, dans le génie maritime et fluvial ; - Le cabinet d'architectes MAP qui présente des références en matière d'aménagement du littoral. <p>NGE et CAZPI s'appuieront sur les capacités et aptitudes de leurs groupes et maisons mères (NGE SAS et Caisse d'Epargne Côte d'Azur). La CCI VAR sera mandataire.</p>	suffisant

			Le Kbis fait état des activités des membres qui peuvent donc être considérés comme apte à prendre en groupement le projet.	
		Capacité économique et financière	<p>Le chiffre d'affaires réalisé dans un champ d'activité similaire à celui de la DSP sur la période 2018 – 2020 (environ 2 408M€ en 2020) est d'un ordre de grandeur largement supérieur à la valeur annuelle estimée de la concession.</p> <p>Les états financiers semblent robustes, malgré des résultats d'exploitation négatifs pour la CCIV et NGE concessions en 2018 et 2020. Néanmoins, les disponibilités et les capitaux propres sont très suffisants.</p>	suffisant
		Capacités techniques et professionnelles	<p>Les moyens humains et matériels sont détaillés. Les références produites par les membres du groupement sont pertinentes et liées à l'objet du contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation des ports de la concession actuelle – CCI Var - l'exploitation de ports de plaisance (Seyne sur Mer, Saint Mandrier et autres) – CCI Var - aménagement de port de plaisance (Basse Hamn) – NGE Concessions - DSP d'exploitation des ports de Calais et Boulogne sur mer – Banque des territoires - DSP Port Vauban et Gallice – CCI Var, Banque des Territoires, CAZPI <p>Le Groupement s'appuie, pour la conception, sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bureau d'études ICTP qui est composé d'une équipe d'ingénieurs pluridisciplinaires et présente un domaine de spécialisation dans le génie maritime et fluvial (aménagement de l'esplanade du port de Saint Tropez, redéploiement des infrastructures portuaires du port de Sainte Maxime) - le cabinet d'architecte MAP qui détient des références en matière d'aménagement littoral (études de valorisation du Parc balnéaire du Prado à Marseille, études d'aménagement et de développement du site des chantiers navals de la Ciotat). <p>Le groupement a déjà réalisé des aménagements urbains (qu'il s'agisse de la construction ou de la conception).</p>	suffisant

		Concernant les énergies renouvelables, la CCI Var présente de nombreuses références qu'il s'agisse de démarches de certification environnementale des ports (« ports propres » « Ports Propres Actifs en Biodiversité »), de sa participation à des projets de développement de l'hydrogène vert, ou encore de l'usage de pile combustible hydrogène. NGE Concession a porté un projet de barrage hydraulique et la Banque des Territoires investit dans les projets éoliens et photovoltaïques. Les références fournies sont pertinentes et suffisantes.	
	Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail,	Les membres ont fourni les attestations nécessaires. NGE Concession et CAZPI sont exonérés de l'obligation d'emplois de travailleurs handicapés (absence d'effectifs ou effectifs inférieurs à 20 salariés).	suffisant
	Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public	Le groupement présente les méthodes suivies pour assurer la continuité du service public (disponibilité des équipements, présence de personnels et ouverture sur de larges plages horaires) et l'égalité de traitement entre les usagers (notamment au regard des tarifs pratiqués). Il peut être considéré comme apte à assurer le respect de ces principes.	suffisant
		CAPACITE GLOBALE :	Candidature recevable

N° du pli	Garanties demandées	Capacités et aptitudes	Analyse des candidatures	Conclusion sur la candidature
2 – EDEIS CONCESSIONS	garanties professionnelles et financières	Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession	<p>Le groupement s'organise comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - construction/exploitation réalisées par Edeis Concession s'appuyant sur des partenaires : <ul style="list-style-type: none"> o Edeis SAS dans sa branche Ingénierie pour la construction ; o L'agence Rougerie-Trangram pour la conception qui est un cabinet d'architectes en urbanisme - paysagistes qui est spécialisé dans une <i>conception architecturale biomimétique répondant aux enjeux écologiques</i> - Financement : TIIC 2 SCA SICAR (fonds d'infrastructures) représentée par la société Luxembourgeoise du même groupe TIIC Management, elle-même conseillée par une société Française TIIC Advisory. <p>EDEIS Concession sera mandataire.</p> <p>Le Kbis fait état des activités des membres qui peuvent donc être considérés comme apte à prendre en groupement le projet.</p>	Suffisant
		Capacité économique et financière	<p>Le chiffre d'affaires réalisé dans un champ d'activité similaire à celui de la DSP sur la période 2018 – 2020 (environ 47M€ en 2020) est d'un ordre de grandeur supérieur à la valeur annuelle estimée de la concession.</p> <p>Les états financiers semblent robustes, malgré des résultats d'exploitation négatifs pour EDEIS SAS et EDEIS concessions ces trois dernières années, compensés par des résultats nets positifs (sauf en 2020, année COVID), ainsi que des capitaux propres et des disponibilités à des niveaux suffisants.</p>	Suffisant
		Capacités techniques et professionnelles	<p>Les moyens humains et matériels sont détaillés.</p> <p>Les références produites par les membres du groupement sont pertinentes (nous retenons que c'est principalement EDEIS Concession qui fournit des références en lien avec l'objet du contrat concernant l'exploitation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exploitation de ports et aéroports sur tout le territoire métropolitain (Port de commerce, ferry et pêche de Saint-Malo, le port de pêche de Cancale, 	Suffisant

		<p>le port de plaisance de Calais ainsi que le port de plaisance de Rouen Darse Barillon) – Edeis Concession</p> <ul style="list-style-type: none">- Construction du terminal de la gare maritime de Sète – Edeis Ingénierie ;- Etude pré opérationnelle d'aménagement de la route de Giens et du port du Niel, Etude d'insertion paysagère de l'ouvrage de protection du Port de la Capte, Eco construction d'une cité marine à Monaco - Agence Rougerie Trangram ;- Investissements en portefeuille dans des projets d'infrastructures (projets routiers en Irlande, projet d'aménagement pour l'innovation en France) – TIIC 2 SCA SICAR <p>Le Groupement présente des opérations d'aménagements urbains. Les expériences d'Edeis concession sont peu nombreuses (2) mais le sous-traitant EDEIS SAS Ingénierie en présente 7, elles attirent principalement à l'installation de panneaux photovoltaïque. L'expérience n'est donc pas très développée à ce sujet mais suffisante.</p>	
Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail,	<p>EDEIS (SAS et Concession) a fourni les attestations sur l'honneur de la conformité à ses obligations en matière d'obligation d'emplois des travailleurs handicapés ainsi que les attestations URSSAF. TIIC est exonérée de cette obligation.</p> <p>L'Agence Rougerie-Trangram fournit le justificatif du versement de la contribution à l'obligation d'emplois des travailleurs handicapés.</p>		Suffisant
Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public	<p>Le groupement présente les méthodes suivies pour assurer la continuité du service public (suivi et maintenance pour une gestion optimisée des biens, analyse et renégociation éventuelle des contrats en cours, formation du personnel, disponibilité des équipements) et l'égalité de traitement entre les usagers (notamment au regard des tarifs pratiqués). Il peut être considéré comme apte à assurer le respect de ces principes.</p>		Suffisant
	CAPACITE GLOBALE :		Candidature recevable

N° du pli	Garanties demandées	Capacités et aptitudes	Analyse des candidatures	Conclusion sur la candidature
3 – EIFFAGE SA	garanties professionnelles et financières	Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession	<p>Le groupement s'organise comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conception/construction et Entretien/maintenance : Groupe Eiffage, s'appuyant notamment sur ses filiales : <ul style="list-style-type: none"> o Conception/construction : <ul style="list-style-type: none"> ▪ ETMF : spécialisée dans la construction et l'ingénierie maritime et fluviale ▪ EIFFAGE CONSTRUCTION VAR ▪ EIFFAGE ROUTES COTE D'AZUR ▪ EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES MEDITERRANNEE ▪ APS Architecture (cabinet d'architectes - paysagistes) et Galatea (bureau d'études) o Entretien/maintenance : Eiffage Services - Investisseur-Exploitant : SODEPORTS <p>Eiffage Concessions sera mandataire. Le Kbis fait état des activités des membres qui peuvent donc être considérés comme apte a prendre en groupement le projet.</p>	suffisant
		Capacité économique et financière	<p>Le chiffre d'affaires réalisé dans un champ d'activité similaire à celui de la DSP sur la période 2018 – 2020 (environ 2 864M€ en 2020) est d'un ordre de grandeur largement supérieur à la valeur annuelle estimée de la concession. Les états financiers semblent robustes, avec des résultats d'exploitation et des résultats nets positifs sur les trois dernières années pour tout le membres du groupement, et des niveaux de disponibilités et de capitaux propres.</p>	suffisant
		Capacités techniques et professionnelles	<p>Les moyens humains et matériels sont détaillés. Les références produites par les membres du groupement sont pertinentes (nous retenons que c'est principalement SODEPORTS qui fournit des références en lien avec l'objet du contrat concernant l'exploitation) :</p>	

		<ul style="list-style-type: none">- conception et l'exploitation du port fluvial de la future Marina de L'Isle d'Adam/ concession d'établissement et d'exploitation de la Marina Baie des Anges – SODEPORTS ;- Réaménagement et construction du port de plaisance de Villeneuve Loubet - Eiffage et Sodeports- Suivi environnemental des travaux de réhabilitation du port Méditerranée à Six Fours les Plages avec cartographie des biocénoses marines, prélèvements d'eau - Galatea- L'aménagement des espaces extérieurs et création du jardin des migrations du Fort Saint Jean à Marseille - APS <p>Le groupement détient des références en matière d'aménagement urbain. Le groupement fournit un rapport sur le climat dans lequel il présente ses engagements (conception et construction bas carbone, utilisation d'isolants particuliers, méthode de traçabilité renforcée des matériaux). Eiffage annonce s'engager dans la production d'énergies renouvelables aux côtés d'EDF dans le domaine autoroutier. Le groupe a également acquis des microcentrales hydroélectriques dans le Sud-Ouest de la France. Les références fournies sont pertinentes et suffisantes.</p>	
Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail,	Eiffage fournit une attestation URSSAF de conformité aux cotisations sociales ce qui inclut les contributions liées à l'obligation d'emplois des travailleurs handicapés. SODEPORTS fournit une attestation URSSAF de conformité aux cotisations sociales pour l'ensemble de ses établissements ce qui inclut les contributions liées à l'obligation d'emplois des travailleurs handicapés.	Suffisant	
Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public	Le groupement précise qu'il assurera la continuité du service notamment en anticipant les problématiques de maintenance des équipements dès leur conception. Il entend garantir l'égalité de traitement entre les usagers en objectivant toute différenciation tarifaire. Il peut être considéré comme apte à assurer le respect de ces principes.	suffisant	

		CAPACITE GLOBALE :	Candidature recevable
--	--	---------------------------	----------------------------------

SYNTHÈSE DES APPRÉCIATIONS DES CANDIDATURES

Après analyse des dossiers de candidatures, la synthèse des appréciations proposée est la suivante :

N° pli	Nom des Candidats	Elément du dossier de candidature	Synthèse des appréciations
1	CCI du Var	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
		Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
		Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant
2	EDEIS CONCESSIONS	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
		Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
		Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant
3	EIFFAGE SA	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
		Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
		Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant